

Suite au rejet le 2 décembre des amendements visant à maintenir la TVA à 5,5 % sur les pompes à chaleur hybrides, une incertitude majeure pèse sur la filière, en particulier concernant la possible application rétroactive d'un taux de TVA à 20 %. Ces décisions soulèvent deux enjeux majeurs : une instabilité fiscale qui fragilise les entreprises et une remise en cause de l'intérêt pourtant stratégique de la pompe à chaleur hybride.

Pour Régis Luttenauer, Directeur Général de Vaillant Group (marques Saunier Duval et Vaillant) : « *Nous faisons face à une situation de grande instabilité pour le marché de la pompe à chaleur hybride. Des entreprises ont signé des devis au mois de novembre sur la base d'un taux à 5,5 %, conformément aux règles en vigueur. Si la hausse à 20 % devait s'appliquer rétroactivement, ce sont elles qui se retrouveraient à absorber seules la différence. Ce qui est inacceptable : cela mettrait en difficulté des acteurs qui respectent les procédures et qui ont fait leur travail avec sérieux.*

*Au-delà de l'impact économique immédiat, c'est la confiance qui est en jeu. La filière ne peut fonctionner dans un cadre où les règles changent après coup, sans date d'application clairement définie. Nous avons besoin de visibilité pour engager, planifier et exécuter des projets de rénovation énergétique sur des bases solides.*

*La pompe à chaleur hybride reste une solution de transition essentielle qui, en couplant une pompe à chaleur et une chaudière gaz à condensation, permet de diminuer jusqu'à 30 % la facture de chauffage par rapport à une chaudière traditionnelle. Elle combine performance et maîtrise des coûts pour les ménages, ne sollicite le gaz qu'à hauteur de 25 % environ, une part qui pourra même être alimentée demain en gaz vert, et constitue aujourd'hui l'option la plus adaptée pour les zones froides, tant du point de vue écologique que financier. La fragiliser par une instabilité fiscale ou par des décisions rétroactives reviendrait à pénaliser des milliers de ménages et à freiner des trajectoires de décarbonation déjà fragiles.*

*Nous appelons donc à une clarification immédiate : pas de rétroactivité, un calendrier lisible et une prise en compte des engagements déjà pris par les entreprises. La filière est mobilisée, mais elle ne peut pas avancer dans le flou. »*